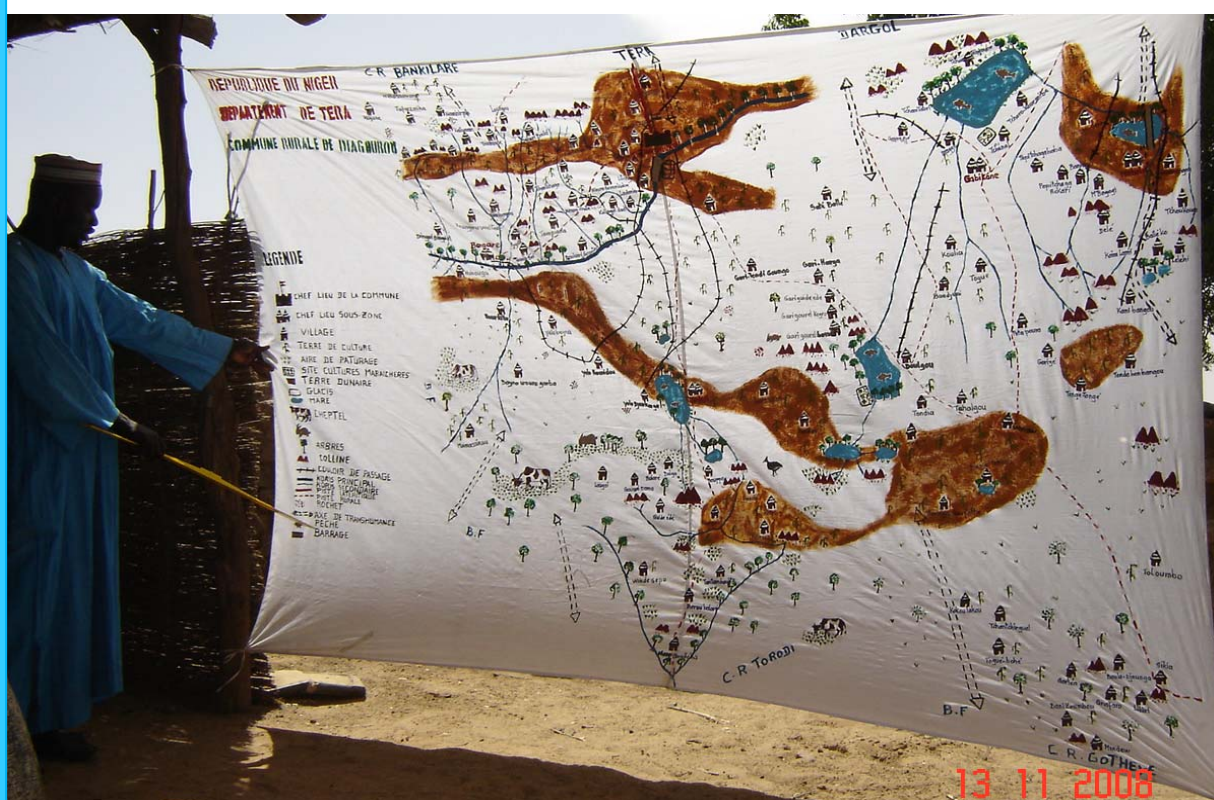


## Enquête publique Dans la perspective du schéma d'aménagement foncier Commune Rurale de Diagourou

### Tome III : Eléments de visions et axes d'interventions

Eléments de visions et axes d'interventions



*Adopté par le conseil communal*

Lors de sa séance  
du 17 septembre 2009

Sous la délibération  
N°..04/CM/CR/DIAG..

**Le Président du  
Conseil communal**

**Septembre 2009**

## REMERCIEMENTS

La réalisation du présent document est le fruit de la collaboration des COFOCOM de Diagourou et de Téra accompagnées par la COFODEP de Téra et le Secrétariat Permanent National du Code Rural. Cette collaboration relève de leur volonté réciproque de sécurisation foncière et de prévention des conflits. La Coopération Nigéro-allemande en tant que partenaire technique et financier a facilité la concrétisation de ces engagements par tous les efforts qu'elle a su déployer au bénéfice des citoyens de Téra et de Diagourou. Ces appuis n'ont pu se réaliser qu'avec la patience de tous les acteurs qui ont permis la réalisation d'un processus autoporté par les COFOCOM. Ce processus plein d'enseignements de par son caractère novateur a permis aux différents acteurs communaux de se concerter pleinement sur le devenir de leurs activités rurales.

Il est ici le lieu de remercier l'ensemble des acteurs impliqués par la confiance et le soutien constant aux équipes d'intervention sur le terrain.

Ces remerciements vont aussi aux différentes structures du code rural du niveau national au niveau local qui de part leur appuis multiformes ont alimenté la réalisation de cette expérience qui opérationnalise des orientations de la République du Niger.

## SIGLES ET DES ABREVIATIONS

APOR	:	Actions Pour la Promotion des Organisations Rurales
AREN	:	Association pour la Redynamisation de l'Élevage au Niger
BAB	:	Banque d'Aliments de Bétail
CES/DRS	:	Conservation des Eaux du Sol/ Défense et restauration des sols
CM	:	Conseil Municipal
COFO	:	Commission Foncière
COFOB	:	Commission Foncière de Base
COFOCOM	:	Commission Foncière Communale
COFODEP	:	Commission Foncière Départementale
CR/D	:	Commune Rurale de Diagourou
DP	:	Diagnostic Participatif
GAJEL	:	Groupement d'Action culturelle et de développement des Jeunes Eleveurs
GRN	:	Gestion des Ressources Naturelles
HA	:	Hectare
LUCOP	:	Programme Nigéro-allemand de Lutte Contre la Pauvreté
LUCOPTI	:	Programme Nigéro-allemand de Lutte Contre la Pauvreté Tillabéri
MARP	:	Méthode Accélérée de Recherche Participative
ONG	:	Organisation Non Gouvernementale
PADET	:	Projet D'appui
PASP	:	Projet Agro-Sylvo-Pastoral
PCA GRN	:	Plan Communal d'Action de Gestion des Ressources Naturelles
PDC	:	Plan de Développement Communal
PTF	:	Partenaire Technique et Financier
RGP	:	Recensement Général de la Population
SAF	:	Schéma d'Aménagement Foncier
SDR	:	Stratégie de développement Rural
SG	:	Secrétaire Général
SIFC	:	Système d'Information Foncier Communal
SNV	:	Organisation Néerlandaise de Développement
SPCR	:	Secrétariat Permanent National du code Rural
SRP	:	Stratégie de Réduction de la Pauvreté
TDR	:	Termes de Références

# SOMMAIRE

REMERCIEMENTS .....	1
SIGLES ET DES ABREVIATIONS .....	2
RESUME.....	4
INTRODUCTION .....	5
METHODOLOGIE.....	7
1 ELEMENTS DE VISIONS DES DIFFERENTES PRATIQUES RURALES .....	9
1.1 Les pratiques agricoles .....	9
1.1.1 Contraintes .....	9
1.1.2 Opportunités / Potentialités .....	10
1.1.3 Vision du développement des pratiques agricoles .....	10
1.2 Les pratiques d'élevage .....	11
1.2.1 Contraintes .....	11
1.2.2 Opportunités / Potentialités .....	12
1.2.3 Vision liées au développement des pratiques d'élevage.....	12
1.3 Les autres pratiques.....	13
1.3.1 Contraintes .....	13
1.3.2 Opportunités / Potentialités .....	13
1.3.3 Vision du développement des autres pratiques.....	14
1.4 Eléments de synthèse des visions .....	14
2 SYNTHESSES ET AXES D'INTERVENTION SUR LES DYNAMIQUES SOCIO FONCIERES .....	15
2.1 Champs et environnement .....	15
2.2 Champs et sécurisation des ménages .....	16
2.3 Pratiques agricoles.....	17
2.4 Pratiques d'élevages .....	17
2.5 Autres pratiques .....	18
2.6 Relations conflictuelles autour des champs .....	19
3 CONCLUSION et PERSPECTIVES.....	20

## RESUME

Dans une logique de sécurisation foncière et de prévention des conflits ruraux, les communes de Diagourou et Téra se sont associées pour mener un travail d'investigation sur leurs dynamiques socio-foncières. Le présent document expose les éléments de diagnostics (fonciers, agraires et sociaux) de la commune de Diagourou.

Les dynamiques foncières actuelles, relativement sécurisantes, permettent le développement des différentes pratiques rurales que sont principalement l'agriculture et l'élevage. Néanmoins, elles présentent des signes croissants de préoccupations liés entre autre à la dégradation des potentiels productifs des terres, à leur morcellement et au développement progressif des marchés fonciers.

L'analyse des dynamiques agraires confirme que l'agriculture et l'élevage sont les principales activités économiques des populations de la commune rurale de Diagourou. Les autres pratiques permettent néanmoins de faire face à de nombreux besoins.

L'analyse des dynamiques sociales montre que les principales préoccupations découlent de l'augmentation de la pression sur les espaces et ressources naturelles ce qui rend de plus en plus difficile la cohabitation des différentes pratiques.

La très forte complémentarité séculaire existant entre les différentes pratiques est de plus en plus remise en cause, du fait notamment de la pression foncière. Cette complémentarité reconnue comme gage de développement durable doit être repensée afin de relever les défis liés à l'accès aux ressources pour les futures générations

Les principales options dégagées, visent à valoriser les opportunités et savoir faire locaux dans un espace communal où les règles de mises en valeur, contribuent à la structuration de l'espace.

Les commissions foncières, mises en place par la commune, constituent une opportunité pour poursuivre la dynamique participative et consensuelle enclenchée en vue de faciliter la cohabitation entre l'agriculture et l'élevage mais aussi le respect des limites des champs et des transactions foncières qui s'y opèrent.

# INTRODUCTION

Les populations de la Commune Rurale de Diagourou vivent principalement de l'agriculture, de l'élevage et de l'exploitation des autres ressources naturelles. Depuis son installation officielle en septembre 2004, le Conseil Municipal a enregistré plusieurs plaintes des populations liées aux modes d'accès, à la gestion et aux contrôles de la mise en valeur des espaces et ressources naturelles rurales. Ces difficultés sont aussi bien internes qu'externes à la commune.

Vu l'ampleur des conflits et les conséquences qu'ils engendrent, il est établi au niveau communal qu'aucun projet ou programme de développement ne saurait produire de bons résultats si en amont les problèmes de conflits fonciers ne sont pris en compte dans une perspective de développement durable.

C'est dans ce cadre que la possibilité de mettre en place une commission foncière communale (COFOCOM) fut accueilli favorablement par les deux conseils municipaux. Les communes de Diagourou et de Téra furent les premières à installer leurs COFOCOM dans le département de Téra mais aussi dans la région de Tillabéri.

Les COFOCOM de Téra et Diagourou se dotaient rapidement de plans d'actions qui présentent de grandes similitudes dont entre autres, la sensibilisation des populations sur les enjeux fonciers locaux et la définition de règles consensuelles de mise en valeur des espaces et ressources naturelles dans l'optique de la prévention des conflits.

Les PDC des deux communes, notamment à travers les monographies, présentent et analyse les connaissances générales des réalités communales notamment dans le domaine des infrastructures et services. Néanmoins elles ont souhaité approfondir leurs connaissances et compréhension des potentiels et contraintes liés à la mise en valeur des espaces et ressources naturelles afin de préciser, à l'échelle de la commune, leurs axes d'interventions dans le secteur GRN.

C'est dans ce contexte et compte tenu de la forte imbrication des deux communautés pour l'exploitation des espaces et ressources naturelles que les deux COFOCOM ont engagé depuis 2007 avec l'appui de la COFODEP un processus de concertation en vue de mettre en place une synergie d'actions, basée sur une large et régulière concertation avec les populations communales.

Bénéficiant aussi de l'encadrement du Secrétariat Permanent National du Code Rural et du soutien des partenaires (LUCOP, APOR, SNV et PADET), cette idée fut développée grâce à l'engagement des deux responsables communaux. Basé sur un processus participatif d'enquête publique, le travail amorcé par les deux communes doit permettre d'élaborer un document contribuant à l'élaboration d'un « Schéma d'Aménagement Foncier (S.A.F) ». Cette initiative cadre parfaitement avec les orientations nationales de développement rural notamment la Stratégie de Développement Accéléré et de Réduction de Pauvreté (SRP), la Stratégie de Développement Rural (SDR), mais aussi et surtout la mise en œuvre du Code Rural sur le terrain.

Au-delà de l'inventaire des espaces, cette initiative s'intéresse aux pratiques, règles d'exploitation et conflits qui en résultent. Elle permet d'élaborer et préciser une vision prospective pour les différentes pratiques rurales. Vision qui doit permettre aux deux communes de faciliter les prises de décisions objectives et argumentées en matière de développement rural.

Les résultats de l'enquête publique ont abouti à la production de quatre documents complémentaires :

- Tome 1 : consolidation des données issues du diagnostic participatif des pratiques rurales ;
- Tome 2 : recueil cartographique qui fixe la présentation de la commune et les éléments caractéristiques des dynamiques foncières, agraires et sociales ;
- Tome 3 : éléments de visions et axes d'interventions ;
- Tome 4 : annexes qui détaille la démarche méthodologique et les différents outils utilisés.

Toute nouvelle production d'informations à l'échelle de la commune permettra d'une part d'enrichir le système d'information communal et d'autre part d'améliorer les capacités de décisions des acteurs communaux.

## METHODOLOGIE

Le processus d'enquête publique dans la perspective des schémas d'aménagement foncier s'inscrit dans la volonté des COFO de Téra et de Diagourou d'asseoir un processus de gestion optimale et consensuelle des ressources naturelles. Ainsi, il doit permettre aux populations (1) d'être plus conscientes, actives et responsables dans le processus de gestion durable de leurs ressources naturelles et (2) de développer une dynamique de cohabitation paisible et pérenne autour des différentes pratiques rurales. Il vise aussi à renforcer les capacités des structures du Code Rural à jouer pleinement leurs rôles dans l'animation des populations sur les enjeux fonciers locaux.



### ENGAGEMENT des COFOCOM de Téra et Diagourou et de la COFODEP

Le travail d'inventaire des espaces et ressources naturelles s'inscrit dans la volonté des COFO d'asseoir un processus de gestion optimale et consensuelle des ressources naturelles.

Il doit permettre aux populations :

- > d'être plus conscientes, actives et impliquées dans le processus de gestion durable de leurs ressources naturelles.
- > de développer une dynamique de cohabitation paisible et exemplaire, pour les autres populations.

Il doit aussi permettre :

- > de connaître, matérialiser et sécuriser les espaces et ressources naturelles nécessaires à leurs activités,
- > d'en clarifier les vocations, modalités d'accès et d'utilisation.

Pour cela les COFO recommandent :

- > d'accélérer l'opérationnalisation des COFOB dans les communes.
- > de documenter régulièrement les résultats du processus.

Fait à Téra le 21 mars 2008

Des rencontres de travail organisées depuis juillet 2007 ont permis de définir la démarche méthodologique ayant conduit à la réalisation d'une large enquête publique et à sa valorisation. Des points réguliers ont été faits en vue de définir les modalités et principes de mise en œuvre des différentes activités. Des TDR et Budgets ont été élaborés par les COFOCOM avec l'appui des équipes du LUCOP. Cette démarche concrétise la stratégie d'appuis du LUCOP qui vise à ce que les communes assument pleinement leurs rôles de maître d'ouvrage et les COFO leurs rôles de maître d'oeuvre du processus de sécurisation foncière. A ces rencontres, chaque COFO est représentée par 5 à 6 personnes. Seules les étapes de collecte, traitement et validation des informations et élaboration des premiers drafts de rapport ont fait l'objet d'un appui financier du partenaire.

Cinq centres de regroupements (Sanfarabé, Nabolé, Gabikane, Bangaré et Yélo Taka) ont été retenus afin d'assurer une collecte d'information beaucoup plus participative. Les 41 villages ont été répartis dans chacun de ces centres. L'enquête publique a touché durant deux jours dans chacun des centres, dix participants par village. Ces délégués correspondent au profil type des membres des COFO de base (chef de village,



représentants des utilisateurs). Ainsi ce sont plus de 410 participants qui ont contribué à la collecte de l'information.

Dans ce cadre des questionnaires qualitatifs et quantitatifs (annexe) ont été administrés par les membres des COFODEP et COFOCOM. Cette importante collecte d'information était structurée autour des connaissances (1) de l'état des espaces et ressources utilisées pour les différentes pratiques, (2) des règles de mise en valeur et (3) identification des enjeux et visions sur l'évolution des différentes pratiques.

Ces données déclaratives couvrent aussi bien des éléments quantitatifs (taille des champs, des troupeaux, volumes de productions, nombre de conflits, etc.) que des données qualitatives (types des conflits, tendance de l'évolution des différentes pratiques, etc.). De nombreux commentaires et anecdotes ont été consignés tout au long de l'enquête. Les données recueillies sont transcrites sur des fiches de collectes et /ou des cahiers. De nombreuses cartes « type MARP » ont été dressées par les différents groupes de travail.

Le document de synthèse manuscrit élaboré par les COFO n'a pas optimisé l'exploitation des données. D'un commun accord entre les différentes parties, il a été décidé de s'adjoindre une personne ressource afin de consolider les différentes données, notamment par la production de cartes et graphiques qui facilitent la lecture des informations recueillies.

Une séance de travail avec la COFOCOM a permis d'amender et valider les résultats issus du traitement des données et / ou de noter certaines informations complémentaires pour mieux caractériser et comprendre les dynamiques des différents villages.

Un atelier d'élaboration des visions et axes d'interventions a regroupé autour de la COFOCOM, certains délégués villageois, des membres de la COFODEP et une délégation du SPR du Code Rural. Les travaux de réflexions et échanges collectifs ont été basés sur (1) la mise en perspective des éléments d'informations collectés et (2) la formulation d'options de développement. C'est le résultat de ces travaux qui a permis l'élaboration de visions et d'axes d'interventions consignés dans le présent document. Ils constituent la trame du schéma communal de mise en valeur des espaces et ressources naturelles. Par la suite la commune aura à charge de traduire, ces différents axes d'interventions, en plan d'intervention beaucoup plus précis.

# **1 ELEMENTS DE VISIONS DES DIFFERENTES PRATIQUES RURALES**

Le PDC a identifié quatre axes de développement dont deux ont des liens plus ou moins directs avec la mise en valeur des ressources naturelles « **l'amélioration de la sécurité alimentaire des populations et du cheptel** » et « **l'amélioration des revenus des populations** ». Ces deux axes sont déclinés en de multiples activités qui seront revues et enrichies à la suite de l'analyse plus précise des dynamiques rurales.

L'analyse et la compréhension des dynamiques<sup>1</sup> foncières, agraires et sociales de la commune rurale de Diagourou issues de la présente enquête publique permettent de dégager les différents défis majeurs en termes de développement rural. Les contraintes et opportunités liées aux différentes pratiques sont présentées.

Ainsi, dans un contexte en pleine mutation caractérisé par une forte croissance démographique et un changement des modes de consommation, l'utilisation des espaces et ressources naturelles se doit d'être pensée à l'échelle de la prochaine génération. Pour cela des visions de développement sont dégagées afin d'asseoir une dynamique de cohabitation consensuelle autour de la gestion durable des espaces et ressources naturelles. Cette cohabitation permet de sécuriser et d'améliorer les systèmes de production, base du développement socio-économique de la commune.

## **1.1 Les pratiques agricoles**

L'agriculture contribue largement à la sécurité alimentaire et à la couverture des besoins économiques des populations de Diagourou. Cette activité rencontre assez de contraintes qui freinent son développement. Néanmoins des opportunités existent et méritent d'être exploités.

### **1.1.1 Contraintes**

Les principales contraintes énumérées lors de l'enquête publique, mais aussi mentionnées dans le PDC sont :

- L'insuffisance et l'irrégularité des pluies ;
- La faible mobilisation et maîtrise des eaux.
- La diminution de la fertilité des sols.
- Les attaques des ennemis des cultures.
- La faiblesse des techniques culturales utilisées.

---

<sup>1</sup> Décrites dans le Tome 1

- La démographie galopante avec des effectifs de ménages qui explosent.
- La coupe abusive des arbres : les besoins de plus en plus de bois de chauffe et en clôture et ou en confection des habitations entraînant la déforestation.
- Les affrontements fréquents entre agriculteurs et éleveurs pour l'accès et/ou le contrôle des ressources naturelles. Il s'agit des dépassements des limites de pâturages par les éleveurs, du grignotage des pistes et couloirs de passages, etc.
- L'occupation des terres vacantes de façon non règlementaire.

Ces différentes contraintes constituent les causes de l'insécurité alimentaire chronique de la population de la commune.

### **1.1.2 Opportunités / Potentialités**

La commune regorge d'importantes potentialités qui, si elles sont bien valorisées, peuvent contribuer à l'amélioration significative de la sécurité alimentaire et des revenus des populations. Ces potentialités sont entre autres :

- Le potentiel en terres de culture et en terres irrigables.
- La disponibilité de la main d'œuvre (population jeune).
- La volonté manifeste des producteurs d'améliorer leurs systèmes de cultures.
- La possibilité d'intégrer l'agriculture à l'élevage.
- La présence des partenaires au développement.
- L'existence des débouchés (les marchés, le centre urbain de Téra).

### **1.1.3 Vision du développement des pratiques agricoles**

L'agriculture restera dans les 20 prochaines années, une activité socioéconomique structurante pour la majeure partie des populations de la commune. Néanmoins, elle doit évoluer pour faire face aux nouveaux défis liés à l'évolution du contexte caractérisé entre autres par les aléas climatiques, la pression foncière croissante et la poussée démographique.

Ainsi, le système de production pluvial restera prédominant en terme de surface mises en valeur et son intégration croissante avec l'élevage lui permettra d'accroître ses niveaux de productions. Les cultures irriguées, devront quand à elles s'intensifier là où elles sont possibles bien que la multiplication des surfaces irrigables est limitée par les difficultés d'accès à l'eau que connaît la commune rurale de Diagourou.

La faiblesse des productions et des rendements conduisent un paysan dire « ***ça fait 4 ans que je n'ai pas eu de bons rendements. A supposer que nous aurions des espaces pour faire des cultures irriguées, nous les ferions*** ».

Quelque soit le système de production agricole (pluvial et irrigué), une parfaite maîtrise des eaux souterraines et de surfaces s'avère primordiale. De même les champs et jardins doivent progressivement redevenir des espaces d'intégration des différentes pratiques agricoles, pastorales et sylvicoles dans lesquelles l'arbre et l'herbe jouent un rôle important. Dans ce cadre les systèmes de production et de commercialisation devront être de plus en plus performants, ce qui nécessite la mise en place d'un accompagnement conséquent des producteurs agricoles.

Selon Amadou Kadri, Maire de la commune Rurale de Diagourou : "***à Diagourou la pluie se fait rare, on fonde beaucoup d'espoir sur l'agriculture mais si on mettait l'accent sur l'élevage, on pourrait produire de la viande la vendre et chercher les céréales là où elles réussissent le mieux***".

## **1.2 Les pratiques d'élevage**

L'élevage est la base des dynamiques socio-économiques et culturelles des populations de la commune. Il rencontre de plus en plus de multiples difficultés qui freinent son épanouissement, malgré les nombreuses opportunités que présente le milieu.

### **1.2.1 Contraintes**

Les principales contraintes liées au développement de l'élevage de la commune sont variables en fonction des modes d'élevages, pastoraux, villageois, embouche. Néanmoins les difficultés d'accès et de disponibilité aux ressources pastorales constituent des problèmes communs et en pleine expansion quelque soit le type d'élevage. Lors de l'enquête publique les points suivants sont ressortis :

- L'insuffisance des aires de pâturage.
- Le ramassage abusif de la paille.
- L'insuffisance des points d'eau et l'ensablement des mares et cours d'eau.
- La monétarisation des ressources (paille, eau, résidus de cultures, etc.).
- L'insuffisance et le rétrécissement des couloirs de passage.
- L'existence des maladies contagieuses.
- La faible organisation des éleveurs en vue d'obtenir des services de qualité et d'améliorer leur intégration au marché.
- L'insuffisance d'infrastructures et services à vocations pastorales (pistes, Banques d'Aliments de Bétail, Cellule d'Intervention de Base, cases de santé vétérinaire).
- Le manque d'encadrement des pasteurs pendant la transhumance.
- Les tracasseries administratives au niveau des frontières pendant la transhumance.

Ces difficultés entravent son développement malgré les nombreuses opportunités du milieu.

### **1.2.2 Opportunités / Potentialités**

Pour l'amélioration des pratiques d'élevage dans la commune, les opportunités suivantes ont été mentionnées :

- L'existence d'enclaves et massifs forestiers servant d'aires de pâturage.
- L'existence de ressources hydrauliques.
- L'existence d'un cheptel important et diversifié.
- L'existence de ressources humaines qualifiées.
- L'existence d'importants marchés à bétail de proximité.
- L'existence des organisations d'éleveurs (AREN, GAJEL, Daddo).
- La présence des partenaires au développement appuyant le secteur.

### **1.2.3 Vision liées au développement des pratiques d'élevage**

L'élevage restera dans les 20 prochaines années, une activité complémentaire à l'agriculture dans la commune de Diagourou. Cependant son développement sous ses différentes formes, transhumant, villageois et embouche nécessite la mise en œuvre d'activités en vue d'améliorer le disponible fourrager et hydraulique à travers une définition plus précise des vocations et des règles d'usage des espaces et ressources naturelles.

L'**élevage transhumant** rencontre certes d'énormes difficultés telles que la diminution des ressources fourragères au niveau des zones d'accueil, les tracasseries administratives dont sont victimes les bergers à l'étranger, l'insécurité, etc. La mobilité devrait se maintenir car étant une technique de gestion durable des ressources pastorales sahéniennes, qui se caractérisent par leurs variabilités inter-saisonnières. La commune de Diagourou se doit ainsi de développer des capacités de négociation de l'accès de son cheptel aux ressources pastorales des autres communes et localités des départements de Téra et Say d'une part et des autres pays (Mali, Burkina, Bénin et Togo) d'autre part.

Quant à l'**élevage villageois**, qui fournit de multiples biens et services, les populations nourrissent l'espoir qu'il va se développer notamment à travers la promotion des cultures fourragères intégrées aux systèmes de production agricole pluvial et irrigué.

Les populations ont une vision très optimiste du développement de l'**embouche** au vu de son caractère lucratif et des appuis multiples dont il bénéficie de la part des partenaires et de l'Etat.

L'élevage de volaille restera une activité d'appoint qui nécessite néanmoins d'être mieux « encadrée » afin de sécuriser et optimiser son potentiel de production.

### **1.3 Les autres pratiques**

La très large gamme des autres pratiques contribue à satisfaire de nombreux et divers besoins des populations locales. Leurs apports socioéconomiques ne sont pas aussi visibles que l'agriculture et l'élevage, néanmoins, ils sont tout aussi importants dans les dynamiques locales. Ces pratiques sont sujettes à de nombreuses contraintes tout en offrant de nombreuses opportunités.

#### **1.3.1 Contraintes**

La dégradation des conditions climatiques et les pressions anthropiques constituent les obstacles majeurs au développement des autres pratiques rurales. En effet les contraintes les plus citées sont :

- Les aléas climatiques.
- La glacification croissante des terres.
- L'ensablement des mares et cours d'eau.
- La diminution quantitative et qualitative des ressources.
- L'exploitation abusive et anarchique des ressources naturelles.
- L'insuffisance d'encadrement des pratiquants.
- L'insuffisance d'organisations locale.
- Le faible appui extérieur pour la sécurisation des ressources.

Néanmoins des opportunités existent.

#### **1.3.2 Opportunités / Potentialités**

Les autres pratiques présentent des opportunités qui peuvent permettre leur amélioration. Il s'agit notamment de l'existence :

- De zones boisées.
- De plusieurs mares, cours d'eau et d'un mini barrage.
- De bras valides et de savoirs faire locaux
- Des marchés pour l'écoulement des produits.
- Des COFOB pour faciliter l'application de règles locales.
- Des partenaires au développement.

La valorisation de ces opportunités peut constituer un gage pour le développement des autres pratiques rurales.

### **1.3.3 Vision du développement des autres pratiques**

Dans les 20 prochaines années, l'agriculture et l'élevage constitueront toujours les principales activités économiques des populations de la commune. Néanmoins, les autres pratiques constitueront un complément socioéconomique important à travers le développement de l'emploi des jeunes et des femmes par la transformation et la commercialisation des « produits de la brousse ». Les autres pratiques constitueront ainsi des voies de diversification économique complémentaire à l'agriculture et l'élevage à travers les activités génératrices de revenus qu'elles permettent. Pour cela les ressources naturelles de la commune se doivent d'être aménagées et sécurisées à travers des mécanismes de gestion durable.

## **1.4 Eléments de synthèse des visions**

Les visions présentent les options de développement rural à l'échéance de la prochaine génération. Il ressort que la complémentarité entre l'agriculture et l'élevage, bien qu'actuellement mise à rude épreuve est reconnue comme étant un facteur clés de sauvegarde et de développement des différents systèmes de production.

Cette complémentarité doit être repensée dans un contexte de pression croissante, qui oblige intensifier les systèmes de production. La complémentarité doit intégrer les différentes dimensions de la durabilité à savoir les aspects ; écologiques, économiques, social et institutionnels.

La mise en perspective des différentes contraintes, opportunités et visions ont permis d'identifier et d'argumenter les axes souhaitables d'interventions.

## 2 SYNTHESES ET AXES D'INTERVENTION SUR LES DYNAMIQUES SOCIO FONCIERES

<i>Type d'indicateur</i>	<i>Indications</i>	<i>Interprétation</i>	<i>Axes d'interventions</i>
<b>2.1 <u>Champs et environnement</u></b>			
Extension des champs	L'extension des champs par l'ouverture de la brousse est quasiment impossible à Diagourou, hormis dans quelques villages en périphérie d'enclaves pastorales où cela devient de plus en plus difficile	<p>Le besoin d'aire de pâturage à l'échelle des villages entraîne un autocontrôle des populations sur les actions de défrichement en vue d'ouvrir de nouveaux champs.</p> <p><i>La gouvernance des espaces partagés a limité les possibilités d'étendre les champs par la coupe des reliques forestières et le grignotage des enclaves pastorales.</i></p>	Renforcer la sécurisation des ressources partagées (forêts, enclaves, couloirs) et assurer par les COFO le contrôle de leur mise en valeur
Jachère	15/39 (soit 40%) des localités pratiquent la jachère sur une durée supérieure ou égale à 3 ans.	<p>La jachère est de moins en moins pratiquée, mais existe encore à Diagourou, ce qui indique que les terres ne sont pas encore totalement saturées.</p> <p>Néanmoins dans 2/3 des villages la gestion de la fertilité est un problème de même que la cohabitation avec le cheptel pendant l'hivernage</p>	Faciliter les séances d'animation sur les enjeux des différentes techniques de maintien de la fertilité des sols, dont la jachère cultivée à vocation fourragère pourrait être une des solutions
Dégradation des sols	<p>70% des surfaces cultivées présentent la plupart des indicateurs de la dégradation et la tendance de la dégradation des terres agricoles est à l'augmentation dans 92% des villages de la commune.</p> <p>50% des espaces de pâturage présentent la plupart des indicateurs locaux de dégradation, contre 44% qui présentent seulement quelques indicateurs.</p>	<p>L'importance du phénomène de dégradation est tel qu'il remet en cause les capacités productives des terres agricoles actuellement mises en valeurs</p> <p>Les espaces pastoraux résiduels sont relativement moins dégradés que les champs, mais la tendance est à l'augmentation</p>	Promouvoir des actions CES/DRS, sur l'ensemble des terroirs de la commune et faciliter des interventions spécifiques sur les plus touchés



Type d'indicateur	Indications	Interprétation	Axes d'interventions
<b>2.2 <u>Champs et sécurisation des ménages</u></b>			
Nombre de champs et superficies	La taille moyenne des champs est de <b>4 hectares</b> .	La possession de trois champs en moyenne par ménage confirme que les populations peuvent opérer un certain choix lors de l'assolement.	Animer des réflexions sur les problèmes et enjeux liés au morcellement des champs.
	La superficie moyenne des champs par ménage est d'environ 12 ha	La surface totale moyenne par ménage, indique que la génération actuelle peut trouver la majeure partie de ses besoins alimentaires dans les champs <sup>2</sup> . Mais cette réalité ne sera plus la même pour la prochaine génération.	Animer des réflexions sur le type d'exploitations agricoles à promouvoir afin de mieux intégrer les différentes activités nécessaires à la prochaine génération.
Cultures de cases	Dans <b>60%</b> villages (23/39) les cultures de case sont généralisées.	Les cultures de case ne constituent pas un indicateur suffisant pour mesurer les problèmes d'accès des femmes à la terre. En effet à Diagourou les femmes exercent de nombreuses activités liées à l'élevage, qui permettent tout comme les cultures de case de générer des revenus complémentaires.	Réfléchir sur les enjeux du développement des activités agricoles pour les femmes  Réfléchir sur les opportunités de développement d'activités génératrices de revenus en liens avec les ressources naturelles en général et l'élevage en particulier
Type de propriété	Les champs de famille sont généralisés dans <b>84 %</b> des villages (26/31)  Les champs individuels sont généralisés dans <b>16%</b> villages (5/31)	Les dynamiques familiales sont très « fortes » et structurantes des systèmes de production. L'individualisation de la gestion foncière est néanmoins amorcée.	Initier à travers les COFO, des réflexions et sensibilisations sur les avantages et inconvénients d'une gestion familiale du patrimoine foncier en lien avec le développement du marché foncier.
Types de transaction	Les <b>transactions foncières</b> généralisées dans la commune de Diagourou sont : - le prêt à 41%, - l'héritage à 39%, - la vente à 9%, - la location à 7% - le gage à 1%	Les transactions foncières sont principalement non marchandes et s'effectuent principalement au sein des familles.  Néanmoins les conflits liés aux prêts et limites des champs confirment l'existence d'une pression foncière croissante.	Poursuivre la promotion des actes de sécurisation foncière émis par les COFO.

<sup>2</sup> Voir indicateurs fonciers

<i>Type d'indicateur</i>	<i>Indications</i>	<i>Interprétation</i>	<i>Axes d'interventions</i>
<b>2.3 <u>Pratiques agricoles</u></b>			
Cultures irriguées	<b>10%</b> des villages (4/42) font les cultures irriguées, <b>aucun</b> village ne déclare faire du riz	Les cultures irriguées sont peu développées au vu des potentiels existants. Néanmoins cela procède d'un choix lié à la cohabitation avec l'important bétail existant.	Identifier les opportunités et contraintes liées à la multiplication des sites de cultures irrigués dans une logique d'intensification et de sécurisation des différents usagers
Cultures pluviales	Dans <b>75%</b> des villages (31/42), <b>85%</b> des productions du <b>mil</b> et du <b>sorgho</b> sont <b>autoconsommées</b> alors que les cultures de niébé, arachide, sésame, sont beaucoup plus destinées au marché.	Le système de culture pluvial constitue la base de la sécurité alimentaire des familles. Néanmoins il rencontre de plus en plus de difficultés pour y parvenir, c'est pourquoi il doit être largement soutenu en vue de faciliter son évolution	En vue de mieux valoriser les surfaces cultivées, dans une logique de sécurisation alimentaire et d'intégration des différentes pratiques, promouvoir : - des techniques culturales (fertilisation, semence, culture attelée, agroforesterie, etc.) - des modes de gestion économiques (warrantage, filière, micro crédit, etc.),
<b>2.4 <u>Pratiques d'élevages</u></b>			
Effectif du cheptel	L'effectif moyen des cheptels par ménage ( <b>26 bovins, 22 ovins, 28 caprins, 03 asins</b> )	L'élevage est une composante très importante de l'économie familiale et locale. La taille moyenne des troupeaux confirme la tradition pastorale des populations de la commune de Diagourou. Ce bétail constitue un important capital de production mais qui reste très vulnérable face aux aléas climatiques.	Renforcer les capacités des éleveurs à faire face aux difficultés d'accès aux ressources pastorales et notamment dans le cadre des aléas climatiques  Promouvoir la complémentarité entre l'agriculture et l'élevage, dans une dynamique d'intensification
	L'effectif moyen de volaille par ménage est de <b>15 poules et 17 pintades</b>		

<b>Type d'indicateur</b>	<b>Indications</b>	<b>Interprétation</b>	<b>Axes d'interventions</b>
Type de conduite	<p>Dans 39 des 42 villages (93%) plus de 70% des bovins partent en transhumance</p> <p>Dans 24 des 42 villages 62% d'ovins et 69% de caprins partent en transhumance</p>	<p>La transhumance et l'embouche sont en pleine croissance contrairement à l'élevage villageois. Ceci découle d'une dégradation croissante des ressources fourragères locales.</p>	<p>Sécuriser les itinéraires de transhumance (accès, ressources, etc.) par le renforcement des capacités des éleveurs à négocier dans les autres collectivités territoriales.</p> <p>Promouvoir le développement des cultures fourragères locales.</p> <p>Renforcer l'organisation des acteurs des filières animales (embouche, lait, œuf, etc.)</p>
<b>2.5 <u>Autres pratiques</u></b>			
Autres pratiques	<p>La mise en valeur des espaces et ressources naturelles comprend aussi une multitude d'autres pratiques qui complètent l'agriculture et l'élevage.</p> <p>Ces différentes pratiques contribuent à la dynamique communale aussi bien en terme de services que d'apports économiques pour de nombreuses familles.</p>	<p>Les « autres pratiques » offrent de multiples services qu'il est important de sauvegarder. Elles sont néanmoins menacées par de multiples facteurs dont le principal est la mauvaise gouvernance des ressources partagées.</p>	<p>Il est nécessaire que la commune s'attelle à mieux connaître et à caractériser les autres pratiques afin d'accompagner leur développement en relation avec la dynamique rurale générale.</p>

<b>Type d'indicateur</b>	<b>Indications</b>	<b>Interprétation</b>	<b>Axes d'interventions</b>
<b>2.6 <u>Relations conflictuelles autour des champs</u></b>			
Typologie des conflits	<p>Dans la commune de Diagourou les <b>conflits ruraux</b> sont liés à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 39% aux animaux,</li> <li>- 29% aux prêts,</li> <li>- 15% aux limites de champs,</li> <li>- 8% à l'héritage,</li> <li>- 8% aux ventes</li> <li>- 1% à la location</li> </ul>	<p>La cohabitation de l'agriculture et de l'élevage tout comme les limites des champs sont les principales causes de conflit. Ceci indique un besoin de gestion et de matérialisation des espaces (couloirs, aires de pâturage, limites de champs...).</p> <p>Néanmoins les transactions mêmes non monétaires sont aussi sources de conflit ce qui indique une érosion des bases de confiance au sein des populations.</p>	<p>Contribuer à l'élaboration du SAF par la clarification des règles locales de mises en valeurs des différents espaces et ressources naturelles dans une logique d'intégration des différentes pratiques.</p> <p>Promouvoir l'établissement des actes du Code Rural aussi bien sur les ressources privées que domaniales</p>

### **3 CONCLUSION et PERSPECTIVES**

La présentation des contraintes, opportunités, potentialités et visions du développement des pratiques rurales montre que dans la commune rurale de Diagourou, les principales options sont :

- (1) l'intégration rationnelle des différentes pratiques,
- (2) la sécurisation de la mobilité,
- (3) l'aménagement des espaces en vue de sécuriser les modes de mise en valeur des ressources naturelles.

Le renforcement des capacités des différents acteurs pour y parvenir, dans un cadre concerté, reste le défi majeur pour le développement de la commune.

Le PDC propose les grands axes et principes d'intervention en faveur du développement communal. Le présent travail le complète spécifiquement dans sa dimension rurale. Néanmoins au fur et à mesure que la commune aura à sa disposition des informations complémentaires notamment sur les dynamiques pastorales, mais aussi sur les dimensions économiques des différentes pratiques, le plan d'intervention de la commune en matière de développement rural se précisera.

A l'issue de ce processus de concertation et d'analyse des différentes pratiques menées par les populations (lors de l'enquête publique, les restitutions, les enquêtes complémentaires, etc.), il revient à la commune d'élaborer et de vulgariser un plan de mise en œuvre des différents axes retenus.